

Affaires courantes

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Sheila Finestone (Mount-Royal): Monsieur le Président, je vous présente aujourd'hui, de la part de plusieurs de nos commettants, une pétition. Ils demandent humblement que Radio-Canada offre une programmation équilibrée, mariant à la fois des émissions d'information, d'éducation et de divertissement pour un auditoire varié, tout en offrant la meilleure programmation étrangère et que la majorité de la programmation présentée à Radio-Canada soit canadienne, tant au niveau de son contenu qu'au niveau des acteurs qui y prennent part et ce, tout aussi bien en français qu'en anglais et réponde aux besoins spécifiques des régions et permette des échanges d'information et d'expression entre les Canadiens.

On demande humblement que le Parlement adopte des mesures visant à mettre à la disposition de Radio-Canada les ressources nécessaires à son renforcement afin qu'elle puisse être un instrument fondamental de la souveraineté culturelle du Canada et ce, en offrant à tous les Canadiens un service de première qualité.

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions à présenter. La première concerne l'immunité fiscale dont bénéficient les autochtones du Canada par suite des droits que leur confèrent les traités.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'assumer ses responsabilités à l'égard des Premières nations du Canada en prenant immédiatement des mesures pour corriger les lacunes que comportent les lignes directrices sur la TPS, de telle sorte que celles-ci tiennent compte de l'immunité fiscale des membres des Premières nations, que ceux-ci vivent ou non dans des réserves ou qu'ils n'aient pas encore de réserve.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Cette deuxième pétition porte sur la Loi sur l'assurance-chômage. Les signataires pressent le gouvernement de respecter sa promesse et de geler les primes d'assurance-chômage pendant trois ans.

Depuis 1989, les primes d'assurance-chômage ont augmenté de plus de la moitié.

LES ÉTUDES POSTSECONDAIRES

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, des pétitionnaires venant de toutes les régions du pays, qui ont constaté que le gouvernement a réduit les affectations de fonds au programme d'études postsecondaires des autochtones, pressent le gouvernement de maintenir le financement de ce programme et de combler toute insuffisance des affectations budgétaires afin que tous les Amérindiens et Inuit qui présentent une demande admissible pour participer au programme d'études postsecondaires reçoivent le financement nécessaire.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui à la question n° 273.

[Texte]

Question n° 273—**M. Hughes:**

Pour la période du 5 février 1992 au 23 mars 1992, en ce qui concerne les questions inscrites au Feuilleton, combien en a-t-il coûté au gouvernement pour a) fournir les réponses, b) chacune des réponses fournies, c) fournir la réponse à la présente question?

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): a) et b) Questions répondues entre le 5 février 1992 et le 23 mars 1992:

N° de la question	Coût approximatif	N° de la question	Coût approximatif
4	79 \$	182	278 \$
49	134	187	337
50	127	192	296
51	130	193	4 605
100	70	194	412
102	4 100	195	471
103	87	196	254
110	5 385	198	744
113	1 775	199	108
123	3 890	202	65